



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

2 mars 2017

LE LOUP, COUPABLE IDEAL ?

Suite à la signature d'un manifeste contre le loup mardi dernier, au salon de l'agriculture, le mouvement France Nature Environnement, Humanité et Biodiversité et l'association FERUS déplorent que le loup continue à faire ainsi l'objet d'effets d'annonce et tiennent à rétablir la vérité : accuser cette espèce de tous les maux n'apportera aucune solution aux problèmes structurels de l'élevage ovin, et alimentera au contraire les tensions.

Non, le loup n'a pas été réintroduit en France

Après avoir été chassé par l'homme, c'est naturellement et sans intervention humaine que le loup est revenu en France à partir de la population préservée d'Italie. Affirmer le contraire est une contre-vérité scientifique qui nourrit les clivages, nuit à la réflexion ainsi qu'à la recherche sereine de solutions durables. C'est par un processus naturel lié à sa biologie que le loup est revenu en France, et c'est bien son éradication passée qui a amené l'ensemble des Etats européens à protéger cette espèce menacée d'extinction.

La population de loups est loin d'être sur la voie d'une invasion de notre pays. Les derniers chiffres de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage montrent que cette population compte aujourd'hui autour de 300 individus. Même si le nombre de meutes continue d'augmenter, les effectifs de loups au niveau national sont stables depuis mars 2014, soit pour la 3^{ème} année consécutive. Il ne faut pas oublier que le seuil suffisant identifié par les biologistes pour garantir la viabilité de la population n'est pas encore atteint.

Le loup, bouc émissaire de la crise de la filière ovine

La baisse des effectifs ovins est régulière depuis vingt ans, notamment en raison des difficultés de débouchés sur les marchés. Au lieu de multiplier les effets d'annonce autour de « solutions » purement démagogiques, il convient de se poser les bonnes questions : quelles sont les causes structurelles de la crise de la filière ovine ? Quel est l'impact réel du loup sur cette crise ? Pense-t-on réellement que la filière ovine serait sauvée du fait de l'absence du loup ?

Le dialogue au cœur des solutions pour une cohabitation

Attention aux caricatures : nos associations ont toujours soutenu la cause du pastoralisme alpin face aux évolutions de la politique agricole nationale et européenne qui la menacent bien plus que le retour d'un grand prédateur, essentiel à l'évolution et la restauration des écosystèmes.

Nous dénonçons régulièrement la mauvaise gestion du dossier « loup » par l'Etat, qui ne montre aucune réelle volonté d'instaurer une politique à long terme favorable à une coexistence apaisée et pérenne avec cette espèce protégée. Nous nous inscrivons depuis toujours dans une démarche de dialogue avec les éleveurs et militons pour que l'État apporte une aide concrète et adaptée aux réalités des territoires. Nous dénonçons par contre les solutions démagogiques et impraticables : le déclassement du loup n'éviterait pas à notre pays d'avoir à garantir le bon état de conservation de l'espèce ; déclarer des territoires "hors loups" ne correspond à aucune disposition applicable concrètement.

Plutôt que de préparer une chasse massive du loup, les aides de l'État et des collectivités devraient être ciblées sur l'amélioration et l'innovation en matière de stratégies de protection, afin qu'ils soient mieux adaptés aux différents modes de conduite des élevages et enrichis des nouvelles connaissances sur le comportement des loups en système pastoral.

Contacts presse

FNE PACA : Michel BLANCHET, administrateur – 06 51 14 22 29

FNE : Jean-David ABEL, vice-président – 06 77 04 23 30

FERUS : Patrick BOFFY, vice-président – 06 29 90 07 07

HUMANITE ET BIODIVERSITE : Sandrine BELIER, directrice – 01 43 36 04 72